Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 237/1
12 AVR. 1949
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

C.E. - R.S.
Entrée - Binnen
16 AVR. 1949
N° COORD.

L. 237/1

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Administration générale et des Pensions le 8 mars 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent, organisant l'apprentissage professionnel aux frais de l'Etat, au profit des bénéficiaires des Statuts des Prisonniers Politiques et de leurs Ayants droit, des Prisonniers de Guerre, des Etrangers Prisonniers Politiques, des Résistants Civils et des Réfractaires, et des Déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940 - 1945, a donné en sa séance du 30 mars 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e Maart 1949 door de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen verzocht, hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot regeling van de vakopleiding ten laste van de Staat in het voordeel der Rechthebbenden op het genot van de Statuten der Politieke Gevangenen en hun Rechtverkrijgenden, der Krijgsgevangenen, der vreemdelingen Politieke Gevangenen, der Burgerlijke Weerstanders en Werkweigeraars en der Gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling tijdens de oorlog 1940 - 1945, heeft ter zitting van 30 Maart 1949 het volgend advies gegeven:

Le projet a pour but d'organiser de manière uniforme l'apprentissage aux frais de l'Etat des bénéficiaires des statuts des prisonniers politiques, prisonniers de guerre, résistants civils, réfractaires et déportés. Cet apprentissage a pour but de les initier à un métier s'ils n'en exerçaient aucun ou de les réadapter à leur métier ou enfin de les instruire dans d'autres métiers que le leur.

Reprenant les termes de la loi, le projet parle de"faire un apprentissage professionnel". C'est un pléonasme. La terminologie néerlandaise est imprécise. Le statut des prisonniers politiques parle de "een beroepsonderwijs volgen", celui des prisonniers de guerre de "een vakleertijd doormaken", celui des déportés de "een beroepsleertijd uitdoen", celui des résistants civils et réfractaires de "in de beroepsleer gaan".

L'article 2 du projet accorde une priorité aux prisonniers politiques, aux prisonniers de guerre et aux résistants civils. Le Conseil d'Etat en propose la suppression. Certes, le législateur n'a pas manifesté de manière uniforme la sollicitude de la nation à l'égard de ceux qui l'ont servie ou qui ont souffert pour elle.

Mais en matière de réadaptation professionnelle, le législateur s'est exprimé dans les mêmes termes pour les diverses catégories; en outre, pour les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre, il a majoré de 50 p.c. les allocations et primes payées par l'Etat pour la réadaptation professionnelle des chômeurs. Il n'appartient pas à l'exécutif d'ajouter, en faveur de certaines catégories, un avantage supplémentaire que la loi ne prévoit pas.

L'article 3 du projet institue un comité de contrôle comprenant les délégués de quatre ministres. Il ne convient pas de réserver à deux ministres la nomination des

./.

délégués de leurs collègues.

Le Conseil d'Etat estime que les articles 3 et 4 trouveraient mieux leur place à la fin de l'arrêté.

L'article 6 accorde le bénéfice de l'apprentissage aux frais de l'Etat aux prisonniers politiques, résistants civils, réfractaires et déportés dont les titres ne sont pas encore officiellement reconnus. Ces mesures provisionnelles, autorisées par la loi budgétaire, font l'objet d'un projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Selon l'article 6 "le stage d'apprentissage est rompu d'office" si les titres de l'intéressé ne sont pas reconnus. Le mot "rupture" évoque la violation d'un engagement et doit donc être proscrit. L'apprentissage est un contrat conclu entre le maître et l'apprenti. Il n'appartient pas à l'Etat de le rompre. L'Etat a le droit de mettre fin au paiement des allocations et primes lorsque les conditions prévues pour leur octroi cessent d'exister.

L'article 8 fait comparaître l'impétrant devant les délégués du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, ainsi que devant les délégués de l'Oeuvre nationale des anciens combattants. Il s'agit en l'occurrence de délégués locaux et il suffit qu'un seul délégué de l'Oeuvre nationale des anciens combattants soit présent.

L'article 8 laisse le choix à l'impétrant entre deux "formules d'apprentissage". Les divers statuts n'ont point prévu ce choix, mais précisent que l'apprentissage se fera "aux conditions prévues par le chapitre III de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organisant le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires." Le législateur aurait pu viser l'arrêté royal du 23 décembre 1938 qui régissait à l'époque la formation et le perfectionnement professionnels des métiers et négoces qu'a remplacé l'arrêté du Régent du 20 août 1947.

./.

Le choix laissé aux intéressés entre l'apprentissage à l'intervention du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et l'apprentissage à l'intervention du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes n'aurait une base légale que si les textes légaux étaient légèrement amendés. Il conviendrait de les rédiger comme suit :

" Les bénéficiaires du présent statut pourront faire un " apprentissage aux frais de l'Etat. Cet apprentissage " aura pour but, soit de les initier à un métier s'ils " n'en exerçaient aucun, soit de les réadapter à leur " propre métier, soit de les instruire dans d'autres mé- " tiers que le leur."

" L'Etat leur paiera les allocations et primes accordées. " aux chômeurs en vertu du titre III de l'arrêté du Régent " du 26 mai 1945 organisant le Fonds provisoire de sou- " tien des chômeurs involontaires, majorées de 50 p.c., " sans que leur montant puisse dépasser le salaire normal " de la catégorie professionnelle à laquelle l'intéressé " se réadapte".

Le dernier alinéa de l'article 8 prévoit que le procès-verbal de la comparution sera signé "des parties en cause". Les fonctionnaires qui interrogent et conseillent l'intéressé ne sont pas "parties".

Selon l'article 12, l'apprentissage individuel "fait l'objet d'un contrat". Il convient d'indiquer comment sera constaté l'admission de l'intéressé dans un centre relevant du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le contrat d'apprentissage individuel n'est pas "conclu entre quatre parties"; le contrat d'apprentissage est conclu entre l'employeur et l'apprenti. Il ne change pas de nature en l'espèce parce que l'apprenti a été prisonnier politique, prisonnier de guerre, résistant civil, réfractaire ou déporté, ni parce que l'Etat accorde des subventions.

./.

Mais l'octroi des subventions est subordonné à l'approbation des diverses autorités compétentes. Cette approbation peut être actée lors de la conclusion du contrat par le contreseing des délégués des ministres compétents et de l'Oeuvre nationale des anciens combattants.

Le dernier alinéa de l'article 13 prévoit que les dépenses de l'apprentissage peuvent être prises en charge par l'Etat sur avis favorable du comité de contrôle, mais l'autorité qui décidera cette "prise en charge" n'est pas désignée. Si ces dépenses excèdent le coût moyen de l'apprentissage collectif organisé par le Fonds de soutien des chômeurs involontaires, ces dépenses excèdent le montant fixé par les statuts.

L'article 14 autorise l'apprenti à faire appel en cas d'interruption de l'apprentissage par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes. Il institue comme juge d'éppel de ces deux ministres leurs collègues de la Défense nationale et de l'Administration générale et des Pensions. Il n'appartient pas à un ministre de modifier la décision prise par un autre ministre.

L'article 15 prévoit que les apprentis seront assurés contre les accidents du travail "selon des dispositions analogues à celles en vigueur au Fonds de soutien des chômeurs involontaires". Il convient de viser les articles 64 et 65 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 qui régissent la matière.

L'article 16 dispose que les apprentis sont régis en matière d'accidents du travail et de sécurité sociale "par les mêmes dispositions que celles appliquées aux apprentis liés par le contrat d'apprentissage prévu par l'arrêté du Régent du 20 août 1947". Cet arrêté du Régent est muet sur ce point et l'arrêté ministériel du 15 décembre 1947 porte uniquement : "Il (le patron) assure à ce dernier (l'apprenti) le bénéfice des diverses réglementations sociales".

Le droit commun est donc applicable.

Sous le bénéfice des observations ci-dessus, le Conseil d'Etat propose le texte suivant.

Arrêté du Régent organisant l'apprentissage aux frais de l'Etat, au profit des bénéficiaires des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des prisonniers de guerre, des étrangers prisonniers politiques, des résistants civils et des réfractaires, et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 26 février 1947, organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, et notamment l'article 16;

Vu la loi du 5 février 1947, organisant le statut des étrangers prisonniers politiques, et notamment l'article 1er;

Vu la loi du 18 août 1947, réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945 et notamment l'article 22;

Vu l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, organisant le statut des résistants civils et des réfractaires, et notamment l'article 16;

Vu l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, et notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires et notamment le titre III, modifié par l'arrêté du Régent du 14 janvier 1948, et l'arrêté ministériel du 20 décembre 1945 modifié par les arrêtés ministériels des 12 novembre 1947 et 29 janvier 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 20 août 1947 et l'arrêté ministériel du 15 décembre 1947 relatifs à la formation et au perfectionnement professionnels dans les métiers et négoces;

Considérant qu'il y a lieu de fixer d'une manière uniforme, les conditions et les modalités selon lesquelles les bénéficiaires des différents statuts précités peuvent faire un apprentissage aux frais de l'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale, du Ministre de l'Administration générale et des Pensions, du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu l'avis de l'inspection des finances donné en exécution de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 16 décembre 1948;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er - BENEFICIAIRES DE L'APPRENTISSAGE

Article 1er -

Peuvent faire un apprentissage aux frais de l'Etat dans les conditions et selon les modalités prévues au présent arrêté, les bénéficiaires :

1° de l'article 16 de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit;

2° de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques;

3° de l'article 22 de la loi du 18 août 1947 organisant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945;

4° de l'article 16 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et réfractaires;

5° de l'article 9 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

CHAPITRE 2 - DEMANDE ET MESURES PREALABLES A L'APPRENTISSAGE

Article 2 -

Les demandes tendant au bénéfice du présent arrêté doivent être faites dans les six mois de sa publication au Moniteur belge. Les prisonniers de guerre adressent cette demande au Ministre de la Défense nationale; les autres bénéficiaires l'envoient au Ministre de l'Administration générale et des Pensions.

La demande mentionne les professions ou métiers dont les intéressés désirent faire l'apprentissage.

Article 3 -

La demande peut être introduite avant que la qualité de bénéficiaire du statut dont l'intéressé réclame les avantages ne lui ait été reconnue. Dans ce cas le Ministre compétent peut accorder à l'intéressé le bénéfice du présent arrêté à titre provisionnel. Si la qualité de bénéficiaire n'est pas reconnue à l'intéressé, le paiement des allocations et indemnités prévues au présent arrêté prend fin. L'intéressé devra rembourser les majorations d'allocations et indemnités qu'il aurait touché comme bénéficiaire du statut des prisonniers politiques et du statut des prisonniers de guerre.

Article 4 -

Le Ministre compétent transmet les demandes à l'Oeuvre nationale des anciens combattants en attestant la reconnaissance définitive ou provisoire des intéressés.

Article 5 -

Le délégué de l'Oeuvre nationale des anciens combattants convoque l'intéressé. Celui-ci est entendu en présence des délégués du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes. La possibilité de lui donner satisfaction est examinée, en tenant compte notamment de la situation du marché de l'emploi.

L'intéressé désigne les professions ou métiers ayant ses préférences.

L'ordre de celles-ci conditionne l'apprentissage, sauf contre-indication médicale ou psychotechnique.

L'intéressé a le choix entre la réadaptation professionnelle, individuelle ou collective à l'intervention du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et l'apprentissage à l'intervention du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Un procès-verbal signé par l'intéressé et les délégués, relate les conclusions auxquelles la comparution a abouti.

Article 6 -

L'intéressé subit ensuite un examen médical et psychotechnique organisé par l'Oeuvre nationale des anciens combattants. Il est tenu compte des conclusions de la comparution prévue à l'article précédent; l'intéressé doit fournir toutes informations utiles et donner communication de tous documents concernant son passé professionnel et médical.

Article 7 -

Après examen du dossier, le délégué de l'Oeuvre nationale des anciens combattants et, suivant le cas, le délégué du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou celui du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes proposent, d'accord avec l'intéressé, au Ministre de la Défense nationale ou au Ministre de l'Administration générale et des Pensions, la mise à l'apprentissage et ses modalités.

A défaut d'accord entre les délégués ou entre ceux-ci et l'intéressé, le dossier est transmis, avec les avis des délégués, au Comité de contrôle institué par le présent arrêté.

Le Comité de Contrôle entend éventuellement l'intéressé et adresse ses propositions motivées au Ministre compétent.

Article 8 -

Le Ministre compétent statue sur les propositions.

Si l'intéressé ne se soumet pas à la décision ministérielle, sa demande est réputée non avenue.

CHAPITRE 3 - ORGANISATION DE L'APPRENTISSAGE

Article 9 -

L'apprentissage est individuel ou collectif. L'apprentissage collectif se fait à l'intervention du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Il s'effectue dans des entreprises, dans des écoles professionnelles ou dans des centres organisés par le Fonds de soutien des chômeurs involontaires.

L'apprentissage individuel se fait à l'intervention du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Le contrat d'apprentissage est signé par l'intéressé ainsi que par l'employeur, le directeur de l'école professionnelle ou le directeur du centre.

Le contrat mentionne les primes ou salaires qui seront payées par l'employeur à l'intéressé, et toutes autres conditions de l'apprentissage. Les primes payées par l'employeur doivent correspondre au rendement de l'intéressé.

Le contrat est contresigné par le délégué de l'Oeuvre nationale des anciens combattants, et , selon le cas, par le délégué du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou par celui du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes

Article 10 -

Les allocations et indemnités prévues au présent arrêté ne peuvent être accordées pour une période excédant six mois. Cette période peut toutefois être prolongée sans excéder trois ans à condition que les dépenses à charge de l'Etat n'excèdent pas celles du coût moyen de l'apprentissage collectif organisé par le Fonds de Soutien des chômeurs involontaires.

Article 11 -

Le paiement des allocations et indemnités à charge de l'Etat peut être interrompu par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes :

1° lorsque l'apprentissage ne s'effectue pas dans des conditions techniques satisfaisantes ou lorsque les circonstances économiques ne s'y prêtent plus;

2° en cas de négligence, de mauvaise conduite ou d'insuffisance de dispositions dans le chef de l'apprenti.

Cette décision est notifiée à l'intéressé; celui-ci dispose d'un délai de quinze jours francs pour en demander la révision.

Dans ce cas, le Comité de contrôle donne son avis, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

Le Ministre statue sur la réclamation.

La décision définitive peut autoriser la continuation du paiement des allocations et indemnités en vue de l'achèvement de l'apprentissage ou subordonner leur paiement à la conclusion d'un nouveau contrat d'apprentissage dont la durée est réduite du temps déjà passé en apprentissage.

Article 12 -

Lorsque l'apprentissage se fait à l'intervention du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale l'intéressé est assuré contre les accidents du travail conformément aux articles 64 et 65 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945.

Les cotisations à la sécurité sociale sont payées par le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.

Article 13 -

Lorsque l'apprentissage se fait à l'intervention du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, l'intéressé est assuré contre les accidents du travail par l'employeur; celui-c paie les cotisations à la sécurité sociale.

Article 14 -

Les services de placement du Fonds de soutien des chômeurs involontaires présenteront par priorité au placement, les bénéficiaires du présent arrêté ayant achevé avec fruit leur apprentissag

CHAPITRE 4 - ALLOCATIONS ET INDEMNITES

Article 15 -

Durant leur apprentissage les intéressés reçoivent les allocations et indemnités fixées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en application de l'article 59 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945.

Lorsque le contrat d'apprentissage est conclu en vertu de l'arrêté du Régent du 20 août 1947, la majoration de 50 p.c. prévue à l'article 16 du statut des prisonniers politiques et à l'article 22 du statut des prisonniers de guerre n'est pas applicable aux primes payées par l'Etat ni à celles payées par l'employeur.

Article 16 -

Si les intéressés continuent à exercer totalement ou partiellement leur activité professionnelle antérieure, ils ont droit aux indemnités et allocations prévues à l'article précédent en proportion du nombre d'heures qu'ils consacrent en outre à l'apprentissage.

Article 17 -

Les bénéficiaires du statut des prisonniers de guerre ou du statut des prisonniers politiques qui ont fait un apprentissage dans des conditions analogues à celles prévues au présent arrêté, avant l'entrée en vigueur de celui-ci, ont droit à la majoration de 50 p.c. prévue par leur statut.

CHAPITRE 5 - COMITE DE CONTROLE

Article 18 -

Il est institué un Comité de contrôle composé d'un délégué effectif et d'un délégué suppléant :

1° du Ministre de la Défense nationale;

2° du Ministre de l'Administration générale et des Pensions;

3° du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

4° du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes;

5° de l'Oeuvre nationale des anciens combattants.

Le délégué de l'Oeuvre nationale des anciens combattants a voix consultative.

La commission est présidée par le délégué du Ministre de l'Administration générale et des Pensions.

Article 19 -

Le comité de contrôle a pour attributions :

1° de faire des propositions au sujet du fonctionnement général de l'apprentissage.

2° de contrôler l'utilisation des crédits affectés à l'apprentissage;

3° de donner un avis dans les cas prévus aux articles 9 et 14 du présent arrêté;

4° de faire rapport au Ministre de l'Administration générale et des Pensions et au Ministre de la Défense nationale tous les six mois et pour la première fois le 31 décembre 1949.

Article 20 -

Le Ministre de la Défense nationale, le Ministre de l'Administration générale et des Pensions, le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het ontwerp beoogt de organisatie op eenvormige wijze, der vakopleiding op kosten van de Staat, van de gerechtigden der statuten van de politieke gevangenen, krijgsgevangenen, burgerlijke weerstanders, werkweigeraars en gedeporteerden. Dez vakopleiding heeft tot doel hen met een beroep bekend te maken indien zij er geen uitoefenden of hen in hun eigen beroep te herscholen of hun tenslotte andere beroepen dan dit welke zij hebben uitgeoefend aan te leren. De Franse versie van het ontwerp neemt de termen van de wet over en zegt pleonastisch: "faire un apprentissage professionnel". De Nederlandse terminologie heeft voor het begrip geen vaste benaming. In het statuut van de politieke gevangenen wordt gezegd "een beroepsonderwijs volgen", in dit van de krijgsgevangenen "een vakleertijd doormaken", in dit der gedeporteerden "een beroepsleertijd uitdoen" in dit der burgerlijke weerstanders en werkweigeraars "in de beroepsleer gaan".

Artikel 2 van het ontwerp verleent de voorrang aan de politieke gevangenen, de krijgsgevangenen en de burgerlijke weerstanders. De Raad van State stelt voor deze voorrang te laten wegvallen. De wetgever heeft voorwaar niet op eenvormige wijze uiting gegeven aan de bezorgdheid van het land om hen die het gediend of die er voor geleden hebben.

In zake vakopleiding echter heeft de wetgever zich voor de verschillende categorieën in dezelfde termen uitgedruk hij heeft bovendien voor de politieke gevangenen en de krijgsgevangenen de uitkeringen en premiën, door de Staat betaald met het oog op de vakleerscholing der werklozen, verhoogd met 50 t.h. Het behoort niet aan de uitvoerende macht, ten bate van sommige categorieën, een aanvullend voordeel toe te voegen, dat de wet niet heeft voorzien.

Artikel 3 richt een comité van toezicht op, dat bestaa uit de afgevaardigden van vier ministers. Bezwaarlijk kan aan twee ministers de benoeming der afgevaardigden van hun collega' worden voorbehouden.

.../...

De Raad van State is van mening dat deze artikelen 3 en 4 beter aan het einde van het besluit zouden thuishoren.

Artikel 6 verleent het genot der vakopleiding ten last van de Staat aan politieke gevangenen, burgerlijke weerstanders, werkweigeraars en gedeporteerden wier hoedanigheid nog niet officieel werd erkend. Deze voorlopige, door de begrotingswet toegelaten maatregelen, zijn het voorwerp van een ontwerp van wet waarover het advies van de Raad van State wordt gevraagd. Indien de aanspraak van de belanghebbende niet mocht worden erkend, dan wordt naar luid van de Franse versie van artikel 6 "le stage d'apprentissage, rompu d'office". Het woord "rupture" doet denken aan de schending van een verbintenis, en kan dus niet aangenomen worden. Vakopleiding is een contract tussen meester en leergast. Het hoort aan de Staat niet het te breken. Wel heeft de Staat het recht een einde te maken aan de betaling van de uitkeringen en de premiën, zo de voorwaarden waarin zij kunnen toegekend worden niet meer bestaan.

Artikel 8 bepaalt dat de begunstigde moet verschijnen voor de afgevaardigden van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Economische Zaken en Middenstand evenals voor de afgevaardigden van het Nationaal Werk voor Oudstrijders. Het betreft hier plaatselijke afgevaardigden en het is voldoende dat één enkele afgevaardigde van het Nationaal Werk voor Oudstrijders aanwezig zij.

Artikel 8 laat aan de begunstigde de keuze tussen twee "formules inzake vakopleiding". De verschillende statuten hebben deze keuze niet voorzien, doch zij verklaren dat de vakopleiding geschiedt" onder de voorwaarden voorzien in Hoofdstuk III van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopige Steunfonds voor onvrijwillige werklozen" De wetgever had kunnen verwijzen naar het koninklijk besluit van 23 December 1938 volgens hetwelk toentertijd de beroepsopleiding en -volmaking van ambachtslieden en neringdoenden moest geschieden en dat vervangen werd door het besluit van de Regent van 20 Augustus 1947. De keuze, die aan de belanghebbenden wordt gelaten tussen de vakopleiding door bemiddeling van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of de vakopleiding door bemiddeling van de Minister van Economische Zaken en Middenstand zou slechts, na lichte wijziging van de wetteksten, een wettelijke grondslag hebben.

.../...

De nieuwe redactie zou als volgt kunnen luiden :
" De gerechtigden van dit statuut kunnen vakopleiding genieten
" ten laste van de Staat. Deze vakopleiding heeft tot doel óf
" hen met een beroep bekend te maken indien zij er geen uitoefen-
" den, óf hen in hun eigen beroep te herscholen, óf hun andere
" beroepen dan dit welke zij hebben uitgeoefend aan te leren.
" De Staat betaalt hun, verhoogd met 50 t.h., de uitkeringen
" en premiën, verleend aan de werklozen krachtens Titel III van
" het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de in-
" richting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werk-
" lozen, onder de voorwaarde dat hun bedrag het normaal loon nie-
" overtreft der categorie waarbij het beroep is gerangschikt
" waarin de belanghebbende wordt herschoold".

De laatste alinea van artikel 8 bepaalt dat het bij de verschijning opgesteld proces-verbaal wordt getekend door "de betrokken partijen". De ambtenaren, die de belanghebbende in verhoor nemen of hem met raad bijstaan zijn geen "partijen".

Volgens artikel 12 is de individuele vakopleiding "het voorwerp van een overeenkomst". Er dient gezegd hoe de toelating van de belanghebbende tot een onder de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ressorterend centrum zal worden vastgesteld.

Het individueel leercontract wordt niet "gesloten onder vier partijen";het leercontract wordt gesloten tussen de werkgever en de leergast. Het verkrijgt hier geen andere aard omdat de leergast politiek gevangene, krijgsgevangene, burgerlijk weerstander, werkweigeraar of gedeporteerde is geweest, noch omdat de Staat toelagen toekent.

Het toekennen van de toelagen is echter afhankelijk van de goedkeuring der verschillende bevoegde overheden. Deze goedkeuring kan, bij het afsluiten van het contract, worden vastgesteld door de medeondertekening der afgevaardigden van de bevoegde ministers en van het Nationaal Werk voor Oudstrijders.

De laatste alinea van artikel 13 voorziet dat de uitgaven door de vakopleiding veroorzaakt, ten laste van de Staat kunnen vallen op het gunstig advies van het Comité van toezicht, maar de overheid die over het "te laste nemen" moet beslissen, is niet aangewezen. Indien deze uitgaven de gemiddelde kosten

.../...

te boven gaan van de door het Steunfonds voor onvrwijllige werklozen georganisserde gemeenschappelijke vakopleiding, gaan zij ook het door de statuten vastgestelde bedrag te boven.

Artikel 14 laat de leergast toe, in hoger beroep te gaan bij onderbreking van de vakopleiding door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of door de Minister van Economische Zaken en Middenstand. Het stelt tot rechters in hoger beroep de "Ministers aan van Landsverdediging en van het Algemeen Bestuur en der Pensionen". Het behoort aan een Minister niet de beslissing van een ander Minister te wijzigen.

Artikel 15 bepaalt dat de leergasten worden verzekerd tegen arbeidsongevallen "aan de hand van bepalingen overeenkomsti deze welke van kracht zijn bij het Steunfonds voor onvrijwillige werklozen". Hier zou moeten verwezen worden naar de artikelen 64 en 65 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 waarbij de aangelegenheid wordt geregeld.

Artikel 16 bepaalt dat op de leergasten in zake arbeidsongevallen en maatschappelijke zekerheid "dezelfde bepalingen van toepassing zijn als die welke gelden voor de leerlingen, gebonden door het bij besluit van de Regent van 20 Augustus 1947 voorziene leercontract". Dit besluit van de Regent zegt niets terzake, en het ministerieel besluit van 15 December 1947 bepaalt enkel: "Hij (de meester) verzekert de leerling de voordelen van de verschillende sociale reglementeringen". Het gemeen recht is bijgevolg toepasselijk.

Onder voorbehoud der vorenstaande opmerkingen, stelt de Raad van State de volgende tekst voor.

Besluit van de Regent tot organisatie van de vakopleiding ten laste van de Staat, in het voordeel van de gerechtigden van de statuten van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, der krijgsgevangenen, van de buitenlanders politieke gevangenen, van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars, en der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst van de oorlog 1940-1945.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 26 Februari 1947, het statuut regelende van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, en inzonderheid op artikel 16 ;

Gelet op de wet van 5 Februari 1947, houdende het statuut van de buitenlanders politieke gevangenen, en inzonderheid op artikel 1 ;

Gelet op de wet van 18 Augustus 1947, houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van 1940-1945, en inzonderheid op artikel 22 ;

Gelet op de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht, en inzonderheid op artikel 16 ;

Gelet op de besluitwet van 24 December 1946, houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, en inzonderheid op artikel 9 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, en inzonderheid op Titel III, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 Januari 1948, en het ministerieel besluit van 20 December 1945, op zijn beurt gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 12 November 1947 en 29 Januari 1948 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 Augustus 1947 en op het ministerieel besluit van 15 December 1947 betreffende de beroepsopleiding en -volmaking van ambachtslieden en nerigdoenden ;

.../...

Overwegende dat het geboden is op eenvormige wijze de voorwaarden en de modaliteiten vast te stellen volgens welke, de gerechtigden van een der verschillende voornoemde statuten, vakopleiding ten laste van de Staat kunnen ontvangen ;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging, van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen, van de Minister van Economische Zaken en Middenstand en van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven ter uitvoering van artikel 2 van het besluit van de Regent van 16 December 1948 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK 1.- WIE VAKOPLEIDING KAN GENIETEN.

Artikel 1.-

Kunnen, in de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald in dit besluit, vakopleiding ten laste van de Staat ontvangen, zij die het voordeel genieten der bepalingen :

1° van artikel 16 van de wet van 26 Februari 1947, het statuut regelende van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden ;

2° van de wet van 5 Februari 1947, houdende het statuut van de buitenlanders politieke gevangenen ;

3° van artikel 22 van de wet van 18 Augustus 1947, houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van 1940-1945 ;

4° van artikel 16 van de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht ;

5° van artikel 9 van de besluitwet van 24 December 1946, houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945.

.../...

HOOFDSTUK 2 - AANVRAAG EN MAATREGELEN DIE DE VAKOPLEIDING VOORAFGAAN.

Artikel 2.-

De aanvragen tot het bekomen van het genot van dit besluit moeten binnen zes maanden na de bekendmaking er van in het Belgisch Staatsblad, gedaan worden. De krijgsgevangenen richten deze aanvraag tot de Minister van Landsverdediging, de overige gerechtigden tot de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen.

In de aanvraag dienen de beroepen of ambachten te worden vermeld waarin de betrokkenen wensen opgeleid te worden.

Artikel 3.-

De aanvraag mag worden ingediend alvorens de betrokkene is erkend als gerechtigde van het statuut, op de voordelen waarvan hij aanspraak maakt. In dat geval kan de bevoegde Minister voorlopig het genot van dit besluit aan de betrokkene toekennen. Indien de betrokkene niet wordt erkend als gerechtigde, wordt de betaling der in dit besluit bepaalde uitkeringen en vergoedingen stopgezet.

De betrokkene moet de verhogingen van uitkeringen en vergoedingen terugbetalen, die hij als gerechtigde van het statuut der politieke gevangenen en van het statuut der krijgsgevangenen heeft ontvangen.

Artikel 4.-

De aanvragen worden door de bevoegde Minister overgemaakt aan het Nationaal Werk voor Oudstrijders, samen met een getuigschrift waarbij de betrokkenen definitief of voorlopig worden erkend.

Artikel 5.-

De afgevaardigde van het Nationaal Werk voor Oudstrijders roept de betrokkene op. Deze wordt gehoord in bijzijn van de afgevaardigden van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Economische Zaken en Middenstand.

.../...

De mogelijkheid om aan zijn verlangen tegemoet te komen wordt onderzocht, hierbij inzonderheid rekening houdend met de toestand inzake vraag en aanbod op de arbeidsmarkt.

De belanghebbende vermeldt de beroepen en ambachten, die hij verkiest.

De door hem opgegeven volgorde bepaalt de vakopleiding, behalve in geval van een afwijkend medisch of psychotechnisch advies.

De betrokkene mag kiezen tussen de individuele of gemeenschappelijke vakherscholing, door bemiddeling van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, en de vakopleiding, door tussenkomst van de Minister van Economische Zaken en Middenstan

In een door de betrokken persoon en de afgevaardigden ondertekend proces-verbaal worden de conolusiën vermeld, waartoe de verschijning geleid heeft.

Artikel 6.-

Vervolgens wordt de belanghebbende aan een medisch-psychotechnisch onderzoek onderworpen, dat wordt ingericht door het Nationaal Werk voor Oudstrijders. Hierbij wordt rekening gehouden met de conclusiën van de in vorig artikel vermelde verschijning; de belanghebbende moet alle nuttige inlichtingen verstrekken en alle bescheiden betreffende zijn verleden op beroeps- en medisc gebied mededelen.

Artikel 7.-

Na onderzoek van het dossier doen de afgevaardigde van het Nationaal Werk voor Oudstrijders en, al naar het geval, de afgevaardigde van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of die van de Minister van Economische Zaken en Middenstand, in overeenstemming met de betrokkene, aan de Minister van Landsverdediging of aan de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen het voorstel tot het toestaan van vakopleiding en de uitvoeringsbepalingen terzake.

Indien de afgevaardigden het onderling of met de betrokkene niet eens zijn, wordt het dossier samen met de adviezen der afgevaardigden, aan het bij dit besluit ingestelde Comité van Toezicht overgemaakt.

.../...

Eventueel hoort het Comité van Toezicht de belanghebbende en richt zijn met redenen omklede voorstellen tot de bevoegde Minister.

Artikel 8.-

De bevoegde Minister spreekt zich uit over de voorstellen.

Indien de belanghebbende de beslissing van de Minister niet aanvaardt, wordt zijn aanvraag als niet bestaande beschouw

HOOFDSTUK 3 - INRICHTING VAN DE VAKOPLEIDING

Artikel 9.-

De vakopleiding geschiedt gemeenschappelijk of individueel.

De gemeenschappelijke vakopleiding geschiedt door bemiddeling van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg in ondernemingen, in vakscholen of in centra, die door het Steunfonds voor onvrijwillige werklozen zijn ingericht.

De individuele vakopleiding geschiedt door bemiddeling van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of van de Minister van Economische Zaken en Middenstand.

Het leercontract wordt ondertekend door de belanghebbende, evenals door de werkgever, de directeur der vakschool of de directeur van het centrum.

In dit contract worden de premiën of lonen, die door de werkgever aan de belanghebbende zullen betaald worden, alsmede alle andere voorwaarden inzake de vakopleiding, vermeld. De door de werkgever uitgekeerde premiën moeten met het rendement van de betrokkene overeenstemmen.

.../...

Het contract wordt medeondertekend door de afgevaardigde van het Nationaal Werk voor Oudstrijders en, al naar het geval, door de afgevaardigde van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of door die van de Minister van Economische Zaken en Middenstand.

Artikel 10.-

De in dit besluit bedoelde uitkeringen en vergoedingen mogen voor niet langer dan zes maand worden toegekend.

Deze periode mag evenwel tot ten hoogste drie jaar worden verlengd, op voorwaarde dat de uitgaven ten laste van de Staat niet meer bedragen dan die van de gemiddelde kosten der gemeenschappelijke vakopleiding, welke door het Steunfonds voor onvrijwillige werklozen is ingericht.

Artikel 11.-

De betaling van de uitkeringen en vergoedingen ten laste van de Staat kan door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of door de Minister van Economische Zaken en Middenstand worden onderbroken :

1° wanneer de vakopleiding niet in bevredigende technische omstandigheden geschiedt of wanneer de economische toestand er zich niet meer toe leent;

2° in geval van nalatigheid, wangedrag of ontoereikende aanleg bij de leerling.

Deze beslissing wordt de betrokkene ter kennis gebracht; hij beschikt over een termijn van vijftien vrije dagen om er de herziening van aan te vragen.

In dit geval brengt het Comité van Toezicht zijn advies uit na de betrokkene gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben.

De Minister doet uitspraak over het verzoek.

In de definitieve beslissing mag de voortzetting der betaling van de uitkeringen en vergoedingen worden toegestaan om de leertijd te beëindigen of mag die betaling worden gedaan op voorwaarde dat een nieuw leercontract wordt gesloten, waarvan de reeds in vakopleiding doorgebrachte tijd in mindering wordt gebracht.

.../...

Artikel 12.-

Wanneer de vakopleiding geschiedt door bemiddeling van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, wordt de belanghebbende tegen arbeidsongevallen verzekerd overeenkomstig de artikelen 64 en 65 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945.

De bijdragen voor de sociale zekerheid worden betaald door het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen.

Artikel 13.-

Wanneer de vakopleiding geschiedt door bemiddeling van de Minister van Economische Zaken en Middenstand, wordt de belanghebbende tegen arbeidsongevallen verzekerd door de werkgever, die de bijdragen aan de sociale zekerheid betaalt.

Artikel 14.-

De diensten voor arbeidsbemiddeling van het Steunfonds voor onvrijwillige werklozen dienen inzake arbeidsbemiddeling voorrang te verlenen aan de rechthebbenden op het genot van dit besluit, die hun vakopleiding op bevredigende wijze beëindigd hebben.

HOOFDSTUK 4.- UITKERINGEN EN VERGOEDINGEN.

Artikel 15.-

Tijdens hun vakopleiding ontvangen de belanghebbenden de uitkeringen en vergoedingen, die door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, bij toepassing van artikel 59 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 zijn vastgesteld.

Werd het contract gesloten krachtens het besluit van de Regent van 20 Augustus 1947, dan is de verhoging van 50 t.h., bepaald bij artikel 16 van het statuut der politieke gevangenen en bij artikel 22 van het statuut der krijgsgevangenen, noch op de door de Staat, noch op de door de werkgever betaalde premiën toepasselijk.

.../...

Artikel 16.-

Indien de belanghebbenden hun vroegere beroepsbezigheden volledig of ten dele blijven verrichten, hebben zij recht op de in voorgaand artikel voorziene vergoedingen en uitkeringen, in verhouding tot het aantal uren dat zij buitendien aan hun vakopleiding wijden.

Artikel 17.-

De gerechtigden van het statuut der krijgsgevangenen of van het statuut der politieke gevangenen, die een vakopleiding hebben ontvangen, onder de voorwaarden overeenkomend met deze bepaald in dit besluit, en vóór het in werking treden van dit laatste, hebben recht op de bij hun statuut voorziene verhoging van 50 t.h.

HOOFDSTUK 5.- COMITE VAN TOEZICHT.

Artikel 18.-

Een Comité van toezicht wordt opgericht, bestaande uit een werkende en een plaatsvervangende afgevaardigde :

1° van de Minister van Landsverdediging ;
2° van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen ;
3° van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ;
4° van de Minister van Economische Zaken en Middenstand ;
5° van het Nationaal Werk voor Oudstrijders.

De afgevaardigde van het Nationaal Werk voor Oudstrijders heeft raadgevende stem.

Het Comité wordt voorgezeten door de afgevaardigde van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen.

Artikel 19.-

Het Comité van toezicht heeft tot opdracht :

1° voorstellen te doen betreffende de algemene werking der vakopleiding ;

.../...

2° toezicht uit te oefenen op de aanwending der kredieten, die bestemd zijn voor de vakopleiding ;

3° advies uit te brengen over de in de artikelen 9 en 14 van dit besluit voorziene gevallen ;

4° om de zes maand en voor de eerste maal op 31 December 1949, verslag uit te brengen aan de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen en aan de Minister van Landsverdediging.

Artikel 20.

De Minister van Landsverdediging, de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen, de Minister van Economische Zaken en Middenstand en de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg zijn belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section de législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,